

28 septembre 2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit septembre, le Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays Saint-Fulgent – Les Essarts, dûment convoqué le 22 septembre 2023, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Jacky DALLEY, Président.

Date d'affichage de la convocation : 22 septembre 2023

Présents : **Bazoges-en-Pailers** : Jean-François YOU – **Les Brouzils** : Jacqueline BLAIN, Pascal CAILLE, Emilie DUPREY – **Chauché** : Myriam BARON, Alain BONNAUD, Christian MERLET – **Chavagnes-en-Pailers** : Xavier BILLAUD, Annie MICHAUD – **Essarts en Bocage** : Arnaud BABIN, Fabienne BARBARIT, Caroline BARRETEAU, Nathalie BODET, Pierrette GILBERT – **La Copechagnière** : Annie NICOLLEAU – **La Merlatière** : Philippe BELY – **La Rabatelière** : Florian MERIEAU *suppléant* – **Saint-André-Goule-d'Oie** : Jacky DALLEY, Catherine SOULARD – **Saint-Fulgent** : Marylène DRAPEAU, Hugo FRANCOIS, Jean-Luc GAUTRON, Sophie MANDIN.

Excusés : **La Rabatelière** : Jérôme CARVALHO – **Chavagnes-en-Pailers** : Eric SALAÜN pouvoir à Jacky DALLEY jusqu'à son arrivée, Stéphanie VALIN pouvoir à Annie MICHAUD – **Essarts en Bocage** : Emmanuel LOUINEAU pouvoir à Yannick MANDIN, Yannick MANDIN, Nicolas PINEAU pouvoir à Fabienne BARBARIT, Cathy PIVETEAU-CANLORBE pouvoir à Caroline BARRETEAU, Freddy RIFFAUD pouvoir à Nathalie BODET

Secrétaire de séance : Jean-François YOU

En exercice : 30
Présents : 23
Votants : 28
Quorum : 16

N° 231-23 – Retrait de la délégation du droit de préemption urbain sur un secteur d'intervention de l'EPF de Vendée, commune de Chauché

Considérant que la commune de Chauché a sollicité l'intervention de l'Etablissement Public Foncier de la Vendée pour une convention d'étude en vue de réaliser un projet de renouvellement urbain sur le site de l'ancienne activité Soufflet, d'une surface de 5 030 m².

Considérant que pour faciliter l'intervention de l'EPF de la Vendée sur ce site, il convient de retirer la délégation attribuée à la commune de Chauché en matière de droit de préemption urbain sur les parcelles visées par la convention d'étude.

Considérant que les parcelles concernées par le retrait de la délégation sont précisées dans le tableau ci-dessous :

Commune	Illet	Section	n°
Chauché	Site Soufflet (zone U)	AB	4, 5, 6

Vu le code de l'urbanisme et notamment,

- L'article L. 211-1 relatif à l'instauration du droit de préemption urbain,
- L'article L. 211-2 relatif aux compétences intercommunales en matière de droit de préemption urbain,
- L'article L. 213-3 relatif à la délégation du droit de préemption urbain,

Vu la délibération n°320-19 du Conseil communautaire, du 19 décembre 2019, instaurant le droit de préemption urbain et sa délégation aux communes dans les zones U, UI, 1AU, 1AUI et 2AU du PLUiH,

Vu la convention d'étude signée le 27 juin 2023 entre la commune de Chauché, la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent-Les-Essarts et l'Etablissement Public Foncier de la Vendée,

Vu la délibération n°2023/04 du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier de la Vendée en date du 09 mars 2023, approuvant la convention d'étude,

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 120-23 du 11 mai 2023 approuvant la convention d'étude, entre la Commune de Chavagnes-en-Pailers, la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent-Les-Essarts et l'Etablissement Public Foncier de Vendée,

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **De retirer préalablement la délégation attribuée à la commune de Chauché, en matière de droit de préemption urbain par délibération sur le secteur visé par la convention d'étude signée avec l'Etablissement Public Foncier de la Vendée tel qu'exposés ci-dessus ; jusqu'à la fin de la convention et de leurs avenants éventuels,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à signer toute pièce nécessaire à cette mise en œuvre.**



Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Pour extrait conforme, le 4 octobre 2023

Le Président,
Jacky DALLET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette 44041 NANTES CEDEX - dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.